

**ALLOCUTION À L'OCCASION DU LANCEMENT DU PROJET**

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER DANS LE CADRE  
GLOBAL D'INTERVENTION DE LA BANQUE MONDIALE EN AFRIQUE DE  
L'OUEST**

**Noël K. Tshiani**

Chef de mission

Banque Mondiale

Lomé, le 3 Juin 2004

Excellence, Monsieur le Premier Ministre de la République Togolaise,  
Excellence, Monsieur le Président du Conseil des ministres de l'UEMOA,  
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres et membres des gouvernements,  
Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'UEMOA,  
Monsieur le Représentant du Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest,  
Monsieur le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement,  
Monsieur le Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers,  
Monsieur le Représentant de la Banque Mondiale au Togo,  
Monsieur le Représentant de l'Agence Française de Développement,  
Monsieur le Représentant de l'Agence Canadienne pour le Développement International,  
Monsieur le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,  
Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux des institutions financières,  
Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé,  
Honorables Invités,  
Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de représenter le Groupe de la Banque mondiale à cet atelier de lancement du Projet de développement du marché financier de l'UEMOA dont le coût total s'élève à 408 millions de dollars américains sur une période de 5 ans. Je vous apporte de Washington les salutations de Monsieur James Wolfensohn, Président du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que les meilleurs vœux de succès pour

la réussite de l'atelier de la part de M. Callisto Madavo, Vice-Président de la Région Afrique de la Banque mondiale et de Madame Yokiko Omura, Vice Présidente Exécutive de la MIGA. L'importance qu'accorde le Groupe de la Banque mondiale à cette rencontre est manifeste à travers notre forte délégation qui comprend Madame Marie Françoise Marie Nelly, Responsable des questions d'intégration régionale et de coopération internationale, Monsieur Jean Michel Happi, Représentant de la Banque mondiale au Togo, Monsieur Mansour Kane, Responsable du marketing en Afrique de la MIGA et de nombreux collègues venus de Washington et des bureaux de la Banque mondiale au Togo, au Bénin, au Niger et en Afrique du Sud.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais tout d'abord adresser mes remerciements à la Banque Ouest-Africaine de Développement pour la qualité de son accueil et surtout féliciter les organisateurs du présent atelier pour la qualité de sa préparation. La documentation mise à la disposition des participants est suffisamment riche pour permettre des discussions de qualité et la logistique déployée est à la hauteur de l'importance de cet événement.

Je voudrais aussi remercier les autorités des États de l'UEMOA pour leur participation effective au projet et en particulier les autorités Togolaises pour leur accueil très chaleureux. Mes remerciements s'adressent enfin à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, à la Commission de l'UEMOA et au Conseil Régional de l'Épargne

Publique et des Marchés Financiers pour leur leadership et surtout pour le rôle positif joué tout au long de la préparation du projet.

Mesdames et Messieurs,

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi de vous présenter d'abord le contexte dans lequel le projet de développement du marché financier a été conçu et développé. À la fin de l'année 2000, la Banque mondiale, en étroite collaboration avec d'autres partenaires comme la Banque Africaine de Développement, la Coalition Mondiale pour l'Afrique, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Consortium pour la Recherche Économique en Afrique, a rendu public les conclusions de sa réflexion sur les perspectives de développement économique et social de l'Afrique subsaharienne au cours de ce siècle. Plus exactement, elle s'est posé la question de savoir si l'Afrique pourrait prendre sa juste place au vingt-et-unième siècle. La réponse a été un grand OUI, mais à condition que des progrès tangibles soient accomplis dans un certain nombre de domaines à savoir: (i) l'amélioration de la gouvernance et la prévention des conflits, (ii) l'investissement dans le capital humain, (iii) l'accroissement de la compétitivité et la diversification des économies, et (iv) la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide extérieure ainsi que le renforcement des partenariats.

Fort de ces conclusions, et tenant compte de ses avantages comparatifs, la Banque mondiale a entrepris de clarifier le rôle qu'elle compte jouer à travers un cadre

stratégique d'assistance à l'Afrique pour aider le continent africain à aller de l'avant dans les quatre domaines identifiés ci-dessus. Ce cadre stratégique s'est inspiré des leçons apprises au cours des 40 dernières années d'assistance au développement du continent. Nous avons appris que la lutte contre la pauvreté doit être notre objectif ultime et que pour ce faire, une croissance économique accélérée est indispensable. Nous avons aussi appris que la question de développement est multidimensionnelle, et que l'appropriation des efforts de développement par les pays ou les institutions concernés est la condition sine qua-non pour sa durabilité. Nous avons enfin appris que l'environnement dans lequel les programmes économiques sont conçus et mis en œuvre est fondamental, et que les contraintes de capacité des États et institutions à concevoir et mettre en œuvre les réformes nécessaires constituent des données dont il faut tenir compte dans l'élaboration des projets de développement.

Mesdames et Messieurs,

Cette vision globale d'assistance à l'ensemble du continent, est opérationnalisée à travers des stratégies d'assistance régionales et des stratégies spécifiques aux pays. Les stratégies régionales sont bâties sur le principe de la subsidiarité et viennent en complément aux stratégies nationales.

S'agissant de l'Afrique de l'Ouest, la stratégie d'assistance à l'intégration régionale qui fut présentée à notre conseil d'administration en Août 2001, constitue une réponse à une demande des pays de la sous-région qui ont reconnu qu'unis, ils ont plus de chance de surmonter les obstacles du développement, que ces obstacles soient naturels ou le résultat de politiques mal conçues. Cette stratégie vise à appuyer l'objectif d'approfondissement de l'intégration des pays par la promotion d'un espace économique sous-régional ouvert propice à la croissance et à la réduction de la pauvreté, et au développement d'un secteur privé plus efficace et plus compétitif. Elle met une emphase particulière sur la nécessité d'une libre circulation des personnes et sur l'intégration des marchés des biens, des services d'infrastructures et des capitaux.

S'agissant de l'intégration des marchés financiers, l'objectif est d'améliorer le rendement de l'investissement, de réduire le coût de capital pour les entrepreneurs et d'attirer les investissements étrangers. Néanmoins la création d'un marché financier régional efficace à même de multiplier les options financières offertes aux investisseurs suppose des secteurs financiers nationaux assainis.

En vue de contribuer de façon significative à la réduction de la pauvreté, la stratégie de la Banque mondiale s'articule autour de deux points, à savoir la réforme du secteur privé basée sur l'amélioration du climat des investissements, et l'augmentation des flux des investissements privés étrangers, et le développement du secteur financier qui privilégie trois objectifs :

a) Elle vise tout d'abord à mettre en place des **systèmes bancaires** viables et robustes, susceptibles d'accompagner une bonne gestion macroéconomique et de servir de base à des systèmes financiers plus étendus et plus accessibles.

b) Elle cherche également à intensifier **l'intermédiation financière** à l'échelle de l'UEMOA et à encourager le fonctionnement des systèmes financiers en faveur du développement et de la croissance dans tous les pays de la zone. Ainsi l'augmentation de l'épargne intérieure et extérieure mobilisée pourra servir à financer les investissements productifs du secteur privé. A cet effet, il est crucial de restructurer les régimes d'assurance et de pensions, de promouvoir le développement du leasing et du capital risque, d'améliorer le cadre légal et réglementaire, de renforcer les marchés nationaux des obligations d'État et de développer ou d'approfondir les marchés financiers dans leur globalité.

c) Enfin, elle a pour but **d'étendre la portée des systèmes financiers** et d'accroître l'accès aux produits et aux services financiers de qualité, afin que davantage d'entreprises et de particuliers de l'Afrique de l'Ouest puissent participer et contribuer à l'accélération de la croissance économique.

Mesdames et Messieurs,

C'est donc dans ce contexte global d'intégration que le Projet de développement du marché financier de l'UEMOA a été conçu. Ce projet appuie les efforts entrepris durant ces 20 dernières années par les gouvernements de l'UEMOA afin d'intégrer les activités économiques et financières de la région, dans une optique de compétitivité sur les marchés mondiaux. Le projet est structuré autour des trois composantes principales et complémentaires, à savoir :

- i) Une composante renforcement institutionnel ou d'assistance technique aux acteurs du marché financier;
- ii) Une ligne de crédit pour le financement d'infrastructures routières favorisant l'intégration régionale ; et
- iii) Une facilité de garantie et d'assurance pour promouvoir les investissements privés dans la sous-région.

La composante **renforcement institutionnel** a pour objectif d'aider les différentes institutions intervenant sur le marché à renforcer leurs capacités institutionnelles dans des domaines précis où les faiblesses ont été décelées. Elle favorisera la mise en œuvre du plan d'action élaboré par le Conseil régional et les autres institutions de l'Union pour la relance du marché financier de l'UEMOA. Le projet devrait également aider la BOAD à

relever le défi de son introduction sur les marchés financiers internationaux afin d'y mobiliser, à des coûts compétitifs, les ressources nécessaires au développement de ses activités. Il vise notamment à positionner la BOAD pour qu'elle puisse jouer un rôle de référence sur le marché financier de l'UEMOA. Enfin, le projet permettra d'améliorer le cadre réglementaire du marché financier régional, de renforcer les capacités des acteurs de ce marché, dont le Conseil régional, la BRVM et les SGI, et d'harmoniser à travers la Commission de l'UEMOA la fiscalité des valeurs mobilières. Il contribuera, avec l'assistance de la BCEAO, à la formation des acteurs du marché et à une meilleure diffusion de la culture boursière.

La **ligne de crédit** constitue la deuxième composante du projet. Elle permettra aux pays de la sous-région de bénéficier de ressources adéquates pour poursuivre le programme de financement des infrastructures concourant à l'intégration régionale. Les projets éligibles devront justifier d'un taux de rentabilité économique acceptable. La ligne de crédit permettra de financer la construction **des routes intégratrices** ou **des chemins de l'espoir** pour les 72 millions d'hommes et de femmes de l'UEMOA. A la fin du projet, nous nous attendons à ce qu'un citoyen du Mali se déplace facilement par route pour aller en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Bénin, au Niger, au Sénégal, au Togo, ou en Guinée Bissau. Ces routes de l'espoir permettront au secteur privé de se développer partout dans la zone et créeront des opportunités d'emplois et de revenus pour tous les citoyens de l'UEMOA.

La **facilité de garantie** de l'IDA, de la MIGA et de l'AFD constitue la troisième composante du projet. La facilité vise à atténuer les risques politiques et commerciaux encourus par le secteur privé, tout en garantissant les engagements et les obligations des États vis-à-vis des investisseurs privés. La facilité permettra de mettre à la disposition de la sous-région, par l'entremise des bureaux de la BOAD, des instruments de garantie pour les projets de petites et moyennes tailles.

La garantie sera octroyée à des prêteurs commerciaux pour les encourager à financer les promoteurs privés de projets d'infrastructures dans le cadre de privatisations ou de nouveaux projets. Le déploiement d'une garantie partielle des risques requerra une contre-garantie explicite de l'État, ce qui démontrera l'engagement de l'État à honorer ses obligations contractuelles et apportera un confort supplémentaire aux investisseurs.

Je souhaite souligner que **l'extension des contre-garanties des États** requises dans le cadre des garanties partielles des risques est un moyen puissant de développement du secteur privé et d'implication des gouvernements dans le choix des projets éligibles. Elle bénéficie du soutien de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et s'appréciera au cas par cas en fonction de l'importance de chaque projet dans le cadre global du pays concerné.

Mesdames et Messieurs,

Les trois composantes du projet sont complémentaires en ce sens que la composante assistance technique aidera à renforcer les acteurs clés du marché afin qu'ils jouent correctement leur rôle et favorisent le développement du marché. La ligne de crédit permettra à la BOAD de disposer des ressources additionnelles pour continuer ses activités. La ligne de crédit finance les projets d'infrastructures publiques à la demande des États. La facilité de garantie permettra quant à elle de catalyser les investissements privés dans les infrastructures. Le projet permet donc de viser le renforcement institutionnel dans le long terme tout en conciliant les besoins en ressources longues immédiates pour les projets publics et en mettant en place des instruments appropriés de mitigation des risques pour la participation du secteur privé dans le financement des infrastructures économiques.

Mesdames et Messieurs,

Le projet de développement du marché financier de l'UEMOA n'est pas une activité isolée. Il vient s'ajouter aux activités nationales visant le développement des infrastructures et du secteur financier ainsi qu'aux initiatives régionales menées et appuyées par la Banque mondiale ces dernières années; notamment à travers l'assistance aux États membres dans l'adoption d'un d'un tarif extérieur commun, la mise en place d'un système de paiement régional moderne, la mise en place d'une bourse régionale des valeurs mobilières et l'harmonisation de politiques sectorielles dont celles des transports, de l'énergie, de télécommunications et de l'agriculture.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souligner ici le caractère multidimensionnel, fédérateur, multi-bailleurs et innovateur du projet, qui a réussi le double défi de rassembler autour de lui, d'une part, l'ensemble des institutions et des acteurs clés du marché financier et d'autre part, un groupe d'institutions de financement du développement comprenant la Banque Mondiale, la Société Financière Internationale, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements, l'Agence Canadienne pour le Développement International et l'Agence Française de Développement.

Le projet innove en faisant gérer ou exécuter les différentes activités et composantes directement par les bénéficiaires, comme partie intégrante de leur programme de travail, contribuant ainsi au renforcement des capacités des institutions bénéficiaires. Il innove aussi de par sa couverture régionale et multisectorielle où les problèmes financiers et d'infrastructures des huit pays sont visés à la fois et de façon complémentaire. Il innove également par son ambition de préparer la BOAD à son introduction sur les marchés financiers internationaux, notamment par des réformes fondamentales incluant entre autres la gestion de son risque de change et l'ouverture des comptes en devises conformément à la réglementation de change en vigueur. Il innove enfin compte tenu de l'approche complémentaire et concertée adoptée par les bailleurs de fonds à savoir la Banque mondiale, la MIGA, l'ACDI et l'AFD pour répondre au défi de développement non pas d'un seul pays, mais de toute la sous-région à la fois.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais attirer votre attention sur deux points importants. La réalisation d'un projet de cette envergure ne peut se faire sans une évaluation correcte des risques potentiels. Ces risques doivent être évalués à leur juste mesure afin que nous puissions les gérer ensemble de façon appropriée.

L'un des risques importants encourus par le projet est la persistance de la crise politique et de l'instabilité dans la sous-région, notamment en Côte d'Ivoire. Il n'est un secret pour personne que le marché financier régional comprend aujourd'hui 39 sociétés cotées, 19 lignes obligataires dont 4 emprunts d'Etat (1 du Bénin, 1 du Burkina Faso et 2 de Côte d'Ivoire). Sur les 39 entreprises cotées, 37 sont ivoiriennes. Les sièges de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières et du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers se trouvent en Côte d'Ivoire. L'Economie ivoirienne continue à être la plus importante en contribuant pour près de 40% du PIB de la sous-région. Si la situation politique actuelle de la Côte d'Ivoire perdure, il n'y a pas de doute que les incertitudes économiques augmenteront considérablement, ce qui aurait un impact sur la marche des institutions et le fonctionnement du marché financier dans son ensemble. Il est donc important qu'au niveau politique et de la gouvernance, tous les efforts possibles soient déployés afin de ramener la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et dans le reste de la sous-région. Sans la paix et la stabilité, chercher à développer les marchés financiers et

à amener les investissements privés dans la sous-région pour soutenir une croissance économique accélérée risque de rester une grosse illusion.

Un autre risque majeur sur lequel je voudrais attirer votre attention et qui peut affecter la mise en œuvre du projet est le désintérêt des institutions bénéficiaires du projet. La tentation est grande de supposer que le projet se mettra en œuvre tout seul et que la mise en œuvre est du seul ressort du Coordonnateur du projet. Une telle attitude nous conduirait tout droit à l'échec. Étant donné la complexité du projet, il est capital de s'assurer que la participation de toutes les institutions restent maintenue à un niveau très élevé si l'on tient à réussir le triple pari de développement du marché financier de l'UEMOA, de construction d'un réseau routier intégrateur et d'attirer de nouveaux investissements dans la zone.

Mesdames et Messieurs,

La réussite de ce projet complexe exige beaucoup d'énergies et de la volonté de la part des équipes de différentes institutions concernées, et surtout une bonne coordination des actions et initiatives. Ce projet pilote peut servir d'exemple pour d'autres expériences d'intégration économique en Afrique et dans le monde. Déjà des demandes d'assistance reçues d'autres banques de développement en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique Australe et au niveau de la CEDEAO témoignent de l'intérêt manifesté envers ce projet. Nous n'avons pas d'autre choix que de travailler ensemble pour sa réussite, et sa réplication en Afrique et ailleurs dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

Dans tous les pays de l'UEMOA, les mesures gouvernementales doivent être inspirées par une volonté renouvelée d'approfondir l'intégration régionale pour créer un espace économique plus large, plus viable et plus compétitif. Nous devons travailler ensemble pour profiter des bienfaits de l'intégration de manière à apporter la prospérité au plus grand nombre et non seulement à quelques-uns.

Nous sommes persuadés que l'Afrique ne pourra se développer, dans l'esprit du NEPAD, que dans le cadre d'un partenariat dans lequel les Africains doivent assumer la direction et la responsabilité fondamentale des opérations touchant à leur vie. La tâche des institutions internationales et des bailleurs de fonds bilatéraux consiste à apporter leur soutien sans réserve, par leur savoir et par leur expérience, et à offrir l'accès aux marchés et au savoir-faire. Le projet de développement du marché financier de l'UEMOA que nous lançons aujourd'hui a été conçu pour répondre à ces défis.

Tout en souhaitant plein succès à cet atelier de lancement, Je vous remercie de votre aimable attention.